

KAMEL ABDALLAH

Directeur général de Canal Sugar, Égypte

Merci, Monsieur le Président, pour vos commentaires très intéressants sur ce que pourrait être l'avenir du Moyen-Orient. Comme toujours, le Moyen-Orient est la terre des illusions et des mirages, la terre des crises, et nous vivons actuellement des crises majeures. Le Moyen-Orient est aujourd'hui en proie à de nombreux problèmes au Yémen, au Soudan, en Libye, au Liban et en Syrie, mais cela n'a rien de nouveau. En effet, l'histoire montre que nos problèmes datent même d'avant l'arrivée des Croisés dans notre région.

Permettez-moi de me concentrer sur mon domaine d'expertise, à savoir la sécurité alimentaire. Certains pays sont confrontés à des problèmes de croissance démographique. En Égypte, par exemple, il faut nourrir trois millions de bouches supplémentaires chaque année, ce qui constitue un véritable défi pour le gouvernement. Aujourd'hui, la région doit combattre un double fléau : d'un côté la faim, et de l'autre l'obésité et les maladies. Nous avons l'un des taux de diabète les plus élevés au monde en Arabie saoudite et dans les Émirats arabes unis, et la population vit plus longtemps, de sorte que les gouvernements doivent consacrer une part de plus en plus importante de leur budget à la prise en charge des coûts humains de ces maladies. Par ailleurs, la région ne compte hélas que 9 % de terres arables. Certaines zones disposaient autrefois d'importantes ressources en eau, le Nil bien sûr, mais aussi l'Euphrate et le Tigre en Irak, qui était le grenier à blé de la région. Aujourd'hui pourtant, la pénurie d'eau est source de conflits. Par exemple, en ce qui concerne le Nil, sans diplomatie, nous aurions eu une guerre entre l'Égypte, l'Éthiopie, le Soudan et tous les autres pays riverains. De même, les fleuves et les barrages engendrent des tensions majeures dans les relations entre l'Irak et la Turquie. Par ailleurs, le fleuve Litani au Liban, d'où je suis originaire, suscite les convoitises des Israéliens et d'autres pays. Au-delà des fleuves, l'utilisation des aquifères et des eaux souterraines constitue également un défi. Au sein du CCG, nous avons utilisé nos aquifères sans nous préoccuper de les recharger, et nous les avons également utilisés en Égypte qui a misé sur la bonification des terres pour développer l'agriculture. Dieu merci, la technologie nous permet de bonifier les terres mais, bien sûr, les eaux souterraines ne sont pas une ressource inépuisable et il est à craindre qu'elles ne pâtissent de cette exploitation tous azimuts dans les 100 à 200 prochaines années. Comme l'avait déjà mentionné feu Son Altesse Cheikh Zayed, pour nous, l'eau est plus vitale, plus coûteuse et plus importante que le pétrole.

Cela nous amène à mon domaine d'expertise, la sécurité alimentaire. Depuis la pandémie de Covid et le conflit entre l'Ukraine et la Russie, nous avons pris conscience que nous ne pouvons pas dépendre des importations de denrées alimentaires. L'idée que la sécurité alimentaire est une question de disponibilité et d'accessibilité financière est révolue, nous devons adopter une nouvelle approche axée sur l'autosuffisance. Avec l'autosuffisance se pose la question de ce que nous allons appeler les investissements à impact social dans

l'agriculture, lesquels ont essentiellement un double objectif. Premièrement, garantir que nous disposons d'aliments sains, produits localement et acheminés de la ferme à la table dans un délai maximum de trois à cinq jours. Deuxièmement, soutenir les agriculteurs dans les zones rurales, en particulier dans les pays à forte croissance démographique comme l'Irak ou l'Égypte. Le soutien aux agriculteurs constitue un défi de taille, mais nous savons que ne pas les soutenir nous exposerait à des troubles, comme en Europe où les agriculteurs frustrés bloquent les routes. Si vous contrariez les banquiers, ils vous poursuivront en justice, mais si vous contrariez les agriculteurs, ils se révolteront. Ces deux objectifs guident aujourd'hui notre action en matière de sécurité alimentaire. Prenons à titre d'exemple deux projets : celui que nous avons mis en œuvre au Qatar et celui que nous menons actuellement en Égypte, où nous travaillons avec des agriculteurs locaux tout en créant des projets de grande envergure pour assurer l'autosuffisance. Au Qatar, nous avons mis à profit la technologie, nous avons fait venir des vaches par avion, ce qui n'a pas été sans difficulté, mais le résultat est là : le pays est parvenu à l'autosuffisance en produits laitiers. En Égypte, nous travaillons actuellement sur un projet de bonification des terres désertiques et nous atteindrons l'autosuffisance en sucre d'ici deux ans. Ce n'est certes pas facile car ces projets impliquent aussi bien le secteur privé que le secteur public, il s'agit donc de partenariats public/privé. Le problème de ces partenariats public/privé réside dans le décalage entre les attentes du secteur privé et celles du secteur public. Le secteur public aime les grands projets, les gros budgets, les grandes annonces, ce qui est le plus grand, le plus imposant, etc. Le secteur privé aime les risques maîtrisés, la mise à l'échelle, les études de faisabilité appropriées et une mise en œuvre efficace. Le secteur public veut un impact immédiat sur l'emploi, qui constitue un élément moteur, ainsi qu'une diminution des besoins de l'État en devises étrangères. Le secteur privé s'intéresse à l'accès au marché et veut s'assurer que ce que nous produisons est effectivement consommé, et consommé à bon escient.

Notre défi aujourd'hui est le suivant : gérer ce décalage entre les attentes et les besoins du secteur privé d'une part, et les attentes et les besoins du secteur public d'autre part. La période à venir s'annonce intéressante, car la quasi-totalité des pays considèrent la sécurité ou l'insécurité alimentaire comme un facteur critique et certains d'entre eux sont même dotés d'un ministère de la sécurité alimentaire. Le secteur privé s'y intéresse, mais le problème est que chaque nouvel investisseur pense pouvoir devenir milliardaire du jour au lendemain dans l'agriculture. Or nous savons tous que l'agriculture est un investissement à long terme, et non une simple opération boursière.

Le troisième défi a trait aux habitudes de la population : les problèmes d'obésité et la consommation non raisonnée des personnes qui jettent 30 % de la nourriture arrivant sur leur table. Il s'agit d'un nouveau défi pour nous au Moyen-Orient. Les fameuses tables de l'Iftar durant le ramadan ne sont qu'un exemple des mauvaises habitudes alimentaires et du gaspillage. Le taux d'obésité témoigne également des habitudes alimentaires malsaines et dangereuses que nous avons dans la région.

Sur ce, Monsieur le Président, je cède la parole à ma consœur.